

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Marseille le 23 NOV. 2009

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU

☎ 04.91.15.69.26.

Dossier n° 50-2009-CESS

ARRETE Imposant des prescriptions complémentaires à la
Communauté d'Agglomération Agglopolé Provence dans le cadre de la
cessation d'activité du Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux
situé Quartier Les Fumades sur la commune de Mallemort

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code l'Environnement et notamment les articles R 512-74 et suivants,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu les courriers du Président de l'Agglopolé Provence en date du 5 janvier 2009 et 26 janvier 2009 relatifs à la date prévisible de fermeture du site et à la remise des documents tels que définis aux articles R512-74 et suivants du Code de l'Environnement,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 24 juin 2009,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Arles en date du 3 juillet 2009,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 23 juillet 2009,

Considérant que l'Agglopolé Provence est autorisée à exploiter, au travers plusieurs arrêtés, un centre de stockage de résidus urbains, situé lieu-dit « les Fumades », sur la commune de Mallemort

Considérant que par courrier du 5 janvier 2009, le Président de l'Agglopolé Provence a fait part au Préfet de la fermeture de ce site fin premier semestre 2009,

Considérant que le dossier de cessation et réhabilitation, transmis en mars 2009 n'est pas conforme aux articles R.512-74 et suivant du Code de l'Environnement, et qu'en conséquence il convient d'imposer des prescriptions complémentaires afin de prévenir les risques et nuisances, et garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du même code

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

.../...

ARTICLE 1

Le Président de la Communauté d'Agglomération « Agglopoie Provence » dont le siège communautaire est situé 197 Rue du Pavillon – BP 274 – Square Docteur François Blanc à 13666 Salon de Provence, est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté concernant la fin d'exploitation, la remise en état et les compléments à apporter au dossier de cessation d'activité du Centre de Stockage de Déchets de Mallemort.

ARTICLE 2

La date de fin d'exploitation du centre de stockage étant fixée au 30 juin 2009 au plus tard, aucun déchet ne sera accepté sur le site à compter de cette date.

Un panneau d'information indiquant clairement la date de fermeture et l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée, sera disposé à l'entrée du site.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 21 février 1980 et 16 novembre 1993, relatives à la sécurité du site et à la surveillance des installations restent applicables jusqu'à la date effective des travaux de réhabilitation.

ARTICLE 3 DOSSIER DE CESSATION D'ACTIVITE

Concernant le dossier de cessation d'activité de mars 2009, l'exploitant transmettra au Préfet, ainsi qu'une copie au service de la DREAL – UT de Martigues, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les compléments à apporter au dossier sur la base du relevé d'insuffisances joint en annexe 1 du présent arrêté, accompagnés d'un planning prévisionnel des travaux de remise en état.

ARTICLE 4

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 5

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 6

Un exemplaire du présent arrêté devra être tenu au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Cet arrêté sera affiché de façon visible sur le site..

ARTICLE 7

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8

X Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Le Maire de la commune de Mallemort,
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à l'exploitant.



Marseille le 23 NOV. 2009
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

Annexe N°1 à l'arrêté Préfectoral n°

Dossier de cessation d'activité – Relevé d'insuffisances

Suite à la transmission par le Président de l'Agglopoie Provence le 3 avril 2009 du dossier de cessation d'activité du CET de Mallemort, l'analyse des documents a conclu à la nécessité d'apporter des compléments sur les points suivants :

De manière générale, le dossier est un rapport provisoire qui dresse un état des lieux du CET de Mallemort.

Les étapes 3 « Caractérisations de l'état réel des milieux d'exposition », 4 « Analyses des enjeux », et 5 « Elaboration d'un plan de gestion », annoncées dans le sommaire sont absentes du dossier.

Aucune proposition de remise en état n'est évoquée.

1) Dossier de cessation d'activité

- Article R512-74 du Code de l'Environnement : détermination de l'usage futur du site, justification que la remise en état proposée permette l'usage futur du site déterminé, ces éléments sont absents ou incomplets. Toute activité sur le site doit cesser, en particulier l'aire de stockage des plastiques de serres. Une exploitation d'un dépôt d'inertes est évoquée p17 – chap. IV-3. Pas compatible avec une cessation d'activité. A clarifier.
- Article R512-75 à appliquer et notamment avis du propriétaire des terrains /Maire/ Président d'Agglopoie Provence.
- Article R512-76 mémoire à transmettre au Préfet précisant l'ensemble des mesures mentionnées à cet article - à compléter.
- Article 49, titre 4 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997, modifié : l'exploitant doit transmettre un projet pour l'institution des servitudes d'utilité publique avec le dossier de cessation d'activité : ces éléments sont absents et doivent être transmis conformément à la réglementation en vigueur. L'institution des servitudes étant soumise à enquête publique, il serait judicieux d'avoir un dossier relatif aux servitudes séparé du dossier de cessation d'activité

Par ailleurs, certains éléments doivent être complétés et/ou précisés :

- planning prévisionnel des travaux de remise en état,
- description des opérations pour supprimer l'ensemble des aménagements non nécessaires (art 48 de l'AM du 9/09/1997) . Stockage des produits dangereux : tout ce qui n'est pas nécessaire à la surveillance du site doit être démonté. Les cuves à l'entrée du site, évoquées p. 17 sont susceptibles d'être soumises à la réglementation ICPE, rubriques 1432 ou 1434 de la nomenclature et devront faire l'objet des procédures de déclaration ou d'autorisation selon les seuils mentionnés, leur maintien est-il justifié ? Quid des voies d'accès ? à préciser.
- interdiction et limitation des accès au site : rien n'est indiqué. Une séparation physique empêchant tout accès au CET (sauf personnel de surveillance habilité) doit être mise en place au niveau du centre de transfert. A compléter sur les aspects gardiennage, panneauage (des panneaux d'information relatifs à la fermeture du site sont à positionner à l'entrée), maintien de la clôture, contrôle et moyens pour interdire l'accès.
- suppression ou limitation des risques incendie et d'explosion : (Chapitre IV-3) des compléments sont à apporter sur l'organisation et les moyens à mettre en place lors de chaque période estivale à risque et vents forts, prévention incendie (vérification des équipements – les lister, débroussaillage, mesures mises en place ...). Il convient de distinguer la phase travaux de réhabilitation et post exploitation en décrivant les mesures envisagées pour limiter ces risques. Equipements de contrôle et systèmes de sécurité concernant les installations relatives à la collecte et au traitement du biogaz : à compléter.
Des dispositions doivent être mises en œuvre afin de sécuriser la grande excavation (risques de chute, éboulements,...).
- Nonobstant les remarques relatives au projet de réhabilitation (voir ci-dessous), l'ensemble des mesures relatives à la surveillance trentennale des effets sur l'installation doit être décrit précisément sur les différents thèmes : eaux rejetées, eaux souterraines, air (installation biogaz), stabilité des massifs, suivi de la reprise de la végétation et intégration paysagère, couverture finale, ... Pour chacun de ces thèmes le document décrira précisément quels contrôles seront réalisés, selon quels moyens et à quelles fréquences. Il conviendra également de préciser les modalités de transmission de ces données au Préfet et à l'inspection des installations classées.

2) Dossier de remise en état

Le document transmis ne traite pas le sujet.

Le dossier doit comporter une ou plusieurs propositions de réhabilitation, conformément au guide de l'ADEME pour le dimensionnement et la mise en œuvre des couvertures de site de stockage de déchets ménagers et assimilés, assorties d'un planning prévisionnel de réhabilitation.

Ces propositions détailleront le type de couverture envisagée (couches et caractéristiques techniques des matériaux, calculs de stabilité, coupes et schémas permettant une bonne compréhension,...), un bilan hydrique devra détailler ce choix, le système de collecte et transport du biogaz avec toutes les caractéristiques techniques (évaluation du potentiel, type d'installation avec ses caractéristiques débits, valeurs limites d'émission, ...), le système de traitement des lixiviats (avec un suivi piézométrique en amont et en aval de la décharge) et des eaux de ruissellement avec en particulier le traitement des eaux provenant de l'extérieur du site (eaux des résidences installées dans la zone du golf), la forme finale du site (avec profils et long et en travers, coupes, pourcentage des pentes). Une couche support de la végétation devra être mise en œuvre (composition des produits, épaisseur, ...).

Le type de végétation prévu ainsi que le choix des espèces et le suivi devront être précisés, en développant la bonne insertion paysagère du projet par rapport aux sites environnants.

3) Garanties financières pour la période post exploitation

Le document transmis ne traite pas le sujet.

Le calcul actualisé des garanties financières devra être intégré au dossier de cessation et devra notamment tenir compte :

- des coûts TTC (toutes taxes comprises),
- de la date de cessation d'activité jusqu'à la remise en état effective,
- des éléments relatifs à la remise en état et la surveillance du site, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture et la remise en état du site après exploitation.

conformément aux circulaires DPPR/SDPD 96-858 du 28 mai 1996 complétée par la circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n° 532 du 23 avril 1999.

Le calcul proposé pourra éventuellement intégrer durant la période post exploitation, une atténuation du montant avec un découpage en périodes quinquennales.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 50-2009-CESS
DU 23 NOV. 2009

